

L'OMS va avoir du mal à rendre la vaccination obligatoire, merci Russie, Chine, Inde...

écrit par Emilie | 26 juin 2022

Vaccin : l'OMS recommande une troisième dose pour les immunodéprimés

Article du 11/10/2021

Cette recommandation vaut pour les personnes « modérément ou sévèrement » immunodéprimées et pour les plus de 60 ans immunisés avec les doses chinoises.

Source AFP



Publié le 11/10/2021 à 16h32

Vaccin : l'OMS recommande une troisième dose pour les immunodéprimés

Article du 11/10/2021

Cette recommandation vaut pour les personnes « modérément ou sévèrement » immunodéprimées et pour les plus de 60 ans immunisés avec les doses chinoises.

Source AFP



Publié le 11/10/2021 à 16h32

De bonnes nouvelles en provenance de Genève !

Comme la plupart d'entre vous le savent, l'Assemblée mondiale de la santé a passé les 7 derniers jours à examiner les 13 amendements controversés de Biden au **Règlement sanitaire international** .

Les délégués officiels de pays développés riches comme l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis se sont prononcés en faveur des amendements et ont exhorté les autres États à se joindre à eux pour renoncer à la souveraineté de

leur pays.

Le premier signe, cependant, que les choses pourraient ne pas aller dans le sens des mondialistes, est venu le mercredi 25 mai, qui s'est avéré être aussi la Journée de l'Afrique.

Le Botswana a lu une déclaration au nom de ses 47 membres de l'AFRO, disant qu'ils retiendraient collectivement leur soutien aux « réformes », ce qui préoccupe beaucoup de nombreux membres africains.

Plusieurs autres pays ont également déclaré qu'ils avaient des réserves sur les changements et qu'ils ne les soutiendraient pas non plus.

Il s'agit notamment du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine, de l'Afrique du Sud, de l'Iran et de la Malaisie. Le Brésil en particulier a déclaré qu'il quitterait complètement l'OMS, plutôt que de permettre à sa population d'être soumise aux nouveaux amendements.

En fin de compte, l'OMS et ses partisans de la nation riche ont été contraints de reculer.

Ils n'ont pas baissé les bras, loin de là. Au lieu de cela, ils ont fait ce qu'ils font toujours et ont « pivoté ».

À leur demande, un nouveau groupe de travail a été convoqué pour faire des "recommandations techniques sur les amendements proposés" qui seront soumis à nouveau avec le Traité sur la pandémie, lors de la 77e réunion de l'Assemblée de la Santé en 2024.

Il y a également eu beaucoup de résistance de la part des républicains aux États-Unis, un certain nombre d'entre eux introduisant de nouveaux projets de loi donnant au Congrès/Sénat américain le pouvoir d'annuler tout mandat ou directive de l'OMS émis dans le cadre de tout accord

international.

L'un, intitulé *"Pas de traité de préparation à la pandémie de l'OMS sans l'approbation du Sénat"*, compte 15 co-sponsors et a été présenté au Sénat jeudi par le sénateur républicain Ron Johnson, qui a déclaré que *"la souveraineté des États-Unis n'est pas négociable"*.

Ici en Australie, nous devons maintenir la pression sur nos propres parlements, à la fois fédéraux ET étatiques, et ne jamais regarder de côté.

Préparez-vous à l'identification numérique maintenant, et alors que le Parlement fédéral redémarre, nous devons repousser à tout prix cela à partir de cette semaine.

J'exhorte tous ceux qui ne l'ont pas encore fait à signer et à partager ma pétition du Parlement du Queensland sur les amendements au RSI et le traité sur la pandémie (lien ci-dessous).

Traduction google

https://www.onenation-org-au.translate.goog/who-forced-into-humiliating-backdown?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=wapp

Lien original

<https://www.onenation.org.au/who-forced-into-humiliating-backdown>